



Guido Santullo, à gauche, est accusé de corruption et de blanchiment par le Gabon. En haut, le Falcon 900 qui a amené un ministre gabonais à Genève en 2013. En bas, la première dame Silvia Bongo, dont l'entourage orchestre la purge anticorruption.

Opération «Mamba»: la purge anticorruption africaine qui passe par Lausanne

ENQUÊTE Le gouvernement du Gabon accuse l'entrepreneur lausannois Guido Santullo, décédé en 2018, d'avoir corrompu des ministres. Sa famille défend la mémoire du patriarche.

SYLVAIN BESSON
sylvain.besson@tamedia.ch

Un cadeau insolite attendait les passagers du Falcon 900 blanc stationné sur le tarmac de Cointrin, un soir de juin 2013. La petite délégation officielle qui embarque alors pour un long vol de nuit vers Libreville, au Gabon, se voit remettre un plein chariot de bouteilles de vin. Le présent est apporté par Guido Santullo, roi des travaux publics dans le pays africain, et remis à Magloire Ngambia, alors «superministre» gabonais de la Promotion des investissements, des Transports et des Infrastructures.

Ce rendez-vous aéroportuaire est aujourd'hui au cœur d'une enquête anticorruption étonnante menée par la justice helvétique. Début 2018, le Gabon a déposé une plainte en Suisse contre Guido Santullo, l'accusant d'avoir corrompu des dignitaires du pays, dont Magloire Ngambia, pour obtenir dix grands marchés d'infrastructures publiques. Ces contrats valent quelque 730 millions de francs auraient tous été conclus sans appel d'offres, entre 2010 et 2012.

Interrogé à Genève

L'entrepreneur italien, âgé de 81 ans, était basé à Lausanne. Il est mort d'une crise cardiaque en août 2018, peu après avoir été interrogé à Genève dans le cadre de l'enquête. Mais la procédure se poursuit et ses héritiers, qui vivent en banlieue lausannoise, ont promis de laver l'honneur de leur patriarche.

Lors de son séjour genevois, Magloire Ngambia, qui logeait à l'Hôtel des Bergues, se serait rendu à pied de l'autre côté du Rhône, dans les locaux de la Banque Hinduja. Selon un témoin, Guido Santullo l'y attendait, ainsi qu'un gestionnaire de fortune. Les trois hommes se seraient enfermés pour un rendez-vous dont rien n'a filtré. La banque ne commente pas cet épi-

sode. Mais selon nos informations, elle a fait un signalement aux autorités suisses lorsque les accusations de corruption visant Guido Santullo se sont répandues dans la presse africaine.

Au Gabon, des cadres locaux du groupe Santullo ont accusé leur patron d'avoir remis de grosses sommes en liquide au ministre Ngambia. Il aurait emmené sa famille dans son jet privé pour un voyage en Italie. L'entrepreneur aurait aussi invité un autre ministre, Léon Nzouba, alors chargé des Travaux publics, pour un séjour en 2012 à l'Hôtel du Mandarin Oriental de Genève. Selon les auditions diligentées au Gabon, «des gens très bien placés défilaient chez Guido Santullo à Libreville, où de l'argent leur était remis», déclare Karim Ramadan, l'un des avocats genevois du pays africain.

«Il a passé l'été 2018 à me témoigner de ses souffrances face au traitement judiciaire qui lui était réservé»

François Canonica, avocat

En Suisse, plusieurs comptes ont été séquestrés dans le cadre de l'enquête. Combien d'argent contiennent-ils? Impossible de le savoir à ce stade, mais trois banques au moins seraient concernées. Dont Hinduja, à Genève, un établissement zurichois et l'ex-banque Arner, fusionnée depuis dans ONE Swiss bank. Le groupe Santullo avait une surface importante: selon les Gabonais, il aurait reçu entre 2011 et 2014 des crédits bancaires de plus de 170 millions d'euros de la part de LGT, Banca Mediolanum ou le groupe Fininvest.

Les avocats du Gabon à Genève, Marc Bonnant et Karim Ramadan, expliquent que l'enquête visant le groupe Santullo s'inscrit dans une vaste opération anticorruption lancée par le président Ali Bongo. Aujourd'hui affaibli par un accident vasculaire cérébral, le chef d'État serait, d'après Marc Bonnant, soucieux de «purifier les mœurs gabonaises».

Mais les connaisseurs du Gabon voient aussi dans cette purge, baptisée opération

«Mamba» du nom d'un redoutable serpent africain, la main de la première dame, Sylvia Bongo, et de son entourage soucieux d'écartier ses rivaux du pouvoir.

L'aspect insolite de l'enquête vient aussi de la personnalité de Guido Santullo. Proche de l'ancien président de la Guinée, cet entrepreneur de la vieille école a fait fortune en effectuant de grands travaux dans ce pays avant de s'implanter au Gabon. Il aurait réussi à s'y imposer en préfinançant lui-même ses chantiers d'infrastructures, pour des montants très importants. Des personnes qui l'ont côtoyé décrivent un homme d'apparence simple, presque paysanne, qui aimait embarquer quantité de fraises, de raisins et autres provisions dans son jet privé pour alimenter Libreville.

«Un grand monsieur»

Pour ses avocats genevois, François Canonica et Patrick Blaser, Guido Santullo était un «grand monsieur» qui a très mal vécu l'enquête menée contre lui en Suisse. Au Gabon, il aurait été victime de la vengeance d'un régime corrompu, à qui il avait eu le front de réclamer des factures impayées liées à ses grands travaux. Une procédure d'arbitrage est toujours en cours à ce sujet à Paris.

«Il a passé l'été 2018 à me témoigner de sa colère et de ses souffrances à raison du traitement judiciaire qui lui était réservé à Genève», indique François Canonica. Je garde le souvenir d'un homme de très grande intelligence, chaleureux, entier et sympathique. L'ancien président du Gabon, Omar Bongo, avait commandé des travaux à M. Santullo en raison de son expertise.» François Canonica est catégorique: selon lui, le dossier «se singularise tout particulièrement par l'absence absolue de preuve de corruption».

L'avenir de cette enquête est désormais incertain. D'abord en raison des tiraillements au sein du pouvoir gabonais, où certains dignitaires tenteraient de freiner l'opération «Mamba». En Suisse, sur demande des avocats de Guido Santullo, le dossier a été transmis du procureur genevois Claudio Mascotto, réputé très offensif dans les affaires de corruption, au Ministère public de la Confédération, en principe plus prudent. Ce dernier précise que «les dossiers afférents n'ayant été mis que très récemment à disposition du MPC, l'instruction se trouve encore dans sa phase initiale».

«L'Union devrait adhérer à la Suisse»



Lucien Fortunati

GUY METTAN

Journaliste. A dirigé le Club suisse de la presse. Député au Grand Conseil genevois depuis 2001.

ÉLECTIONS Minée par le populisme, l'Union européenne est-elle à bout de souffle? L'analyse de Guy Mettan qui publie un essai critique sur l'Europe.

Les partis populistes pourraient faire un carton aux élections européennes. Ce serait selon vous une bonne ou une mauvaise nouvelle?

Ni l'un ni l'autre. La bonne nouvelle, c'est que les mouvements dits populistes, souverainistes ou nationalistes jouent le jeu démocratique et il faudra accepter le verdict des urnes. Mais sont-ils capables de tenir un discours vraiment européen et d'améliorer la gouvernance de l'UE? J'en doute. Là-dessus, ils se taisent et c'est la grande critique que je leur adresse: ils ont un discours sur les nations européennes, pas sur l'Europe. Au lieu de se lamenter de leur succès, l'Union devrait plutôt envisager les réformes démocratiques qui répondraient au désir des peuples de participer au choix de leur avenir.

Dans votre livre, vous critiquez les institutions européennes et notamment le Parlement qui n'en est pas vraiment un. Ça vaut le coup d'élire un tel Parlement?

Beaucoup d'Européens se posent cette question, ce qui explique en partie l'abstention. Le Parlement est en effet la seule institution européenne élue de façon démocratique, mais il ne dispose pas du pouvoir de faire les lois. Privé de sa ressource essentielle, ce n'est qu'un demi-parlement et ça ne vaut donc qu'à moitié le coup de l'élire. Il s'agit d'un exercice démocratique, bien sûr, mais un peu vain. Je crains qu'il ne contribue à délégitimer la démocratie alors qu'il faudrait l'étendre à toutes les instances européennes. En particulier la Commission et le Conseil européen.

Cette carence démocratique constitue le problème principal de l'Union?

C'est l'un de ses trois défauts majeurs. Il découle du choix fait par les pères fondateurs d'évincer le politique au profit de l'économique et du juridique. C'est ce qui a lancé l'Europe sur les rails du libéralisme et de la technocratie. Le deuxième gros défaut tient aux déséquilibres géopolitiques. En séparant le militaire du politique et de l'économi-

que, l'UE a confié sa sécurité à l'OTAN qui est elle-même sous domination américaine. À cela s'ajoute l'exclusion de l'UE de toute une partie de la civilisation européenne: la slave et l'orthodoxe pour schématiser, soit un tiers de l'Europe. Enfin, l'hypertrophie de l'Allemagne réunifiée accentue encore les déséquilibres internes de l'UE en donnant à ce pays un poids prépondérant.

Et le troisième problème?

C'est ce gloubi-boulga institutionnel dont résulte une gouvernance aussi illisible qu'inoctrante. On est face à un cumul d'instances: l'UE pour l'économique, l'OTAN pour la sécurité, le Conseil de l'Europe pour les droits de l'homme... Ces institutions recouvrent en outre des territoires différents: celui de l'UE n'est pas celui de l'OTAN, qui n'est pas celui de l'OSCE, etc. Tout cela est confus, mais à dessein. Au fond, personne ne réclame un véritable État fédéral européen qui soit démocratique. En période d'élections européennes, je trouve ça un peu bizarre.

Dans votre essai, vous puisez dans l'histoire des scénarios possibles pour l'avenir de l'UE. Vous estimez qu'elle pourrait connaître un lent déclin comme le Saint Empire romain germanique. Ou une absorption par une puissance plus forte comme les Grecs par les Romains. Il existe une troisième voie?

Oui, il faudrait que l'UE adhère à la Suisse! C'est une boutade pour dire que l'Europe, au fond, devrait adopter la méthode suisse. Après les guerres napoléoniennes, nos élites éclairées (à l'époque les radicaux) ont fait alliance avec le peuple en développant les droits d'initiative et de référendum. Cela a pris du temps, de 1815 à 1891. Mais cette alliance a créé la confiance nécessaire entre le peuple et l'élite qui a permis de résister aux ingérences étrangères. La méthode suisse serait à mon avis le seul moyen pour l'Europe de récupérer son indépendance tout en se démocratisant, et donc de continuer d'exister comme un continent qui pèse dans la marche du monde.

Vous étiez jadis un euro-turbo. Vous avez retourné votre veste?

Non, je me considère toujours comme un euro-turbo, mais d'une espèce différente. Je reste un Européen convaincu tout en étant très critique à l'égard de l'UE qui s'est dévoyée. Je suis pour une vraie Europe fédérale. C'est ce débat qu'on devrait rouvrir au lieu de traiter les nationalistes de fascistes, ce qui relève du crime contre l'esprit. PROPOS RECUEILLIS PAR MICHEL AUDÉTAT



À LIRE

«Le continent perdu», Guy Mettan, Éditions des Syrtes, 266 p.